



RAPPORT INTERMÉDIAIRE – PÉRIODE DE 12 SEMAINES
SE TERMINANT LE 14 MARS 2009

2^E TRIMESTRE 2009

metro

FAITS SAILLANTS

- Bénéfice net de 76,3 millions \$, en hausse de 41,3 %
- Bénéfice net dilué par action de 0,68 \$, en hausse de 41,7 %
- Chiffre d'affaires de 2 549,7 millions \$, en hausse de 7,5 %
- Chiffre d'affaires des magasins comparables en hausse de 7,3 %
- Dividende par action déclaré de 0,1375 \$, en hausse de 10,0 %

MESSAGE AUX *actionnaires*

Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport intermédiaire relatif à notre deuxième trimestre de l'exercice 2009 qui s'est terminé le 14 mars 2009.

Notre chiffre d'affaires s'est élevé à 2 549,7 millions \$ comparativement à 2 372,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2008, soit une augmentation de 7,5 %. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2009 a augmenté de 8,3 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a augmenté de 7,3 %.

Nous avons réalisé au deuxième trimestre un bénéfice net de 76,3 millions \$ comparativement à 54,0 millions \$ l'an dernier, soit une augmentation de 41,3 %. Notre bénéfice net dilué par action a été de 0,68 \$ comparativement à 0,48 \$ l'an dernier, en hausse de 41,7 %. En excluant des charges non récurrentes de 1,3 million \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2009 pour supporter la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro, notre bénéfice net ajusté⁽¹⁾ a été de 77,2 millions \$, en hausse de 43,0 % par rapport à celui de 2008.

Le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour les 24 semaines de 2009 a été de 161,3 millions \$ comparativement à 116,4 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 38,6 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 1,44 \$ comparativement à 1,02 \$ l'an passé, soit une hausse de 41,2 %.

Nous sommes très satisfaits des résultats obtenus au cours du deuxième trimestre de 2009. La forte croissance de notre bénéfice net et de notre chiffre d'affaires est le résultat des efforts de toutes nos équipes qui ont su mettre en place des programmes de mise en marché bien ciblés et améliorer l'efficacité de nos opérations.

Notre situation financière à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2009 était très saine. Nous avons un total de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 208,6 millions \$ et une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$. Notre ratio d'endettement (dette à long terme/capital total) était de 31,3 %.

Le conseil d'administration a déclaré, le 22 avril 2009, un dividende trimestriel de 0,1375 \$ par action, soit une hausse de 10,0 % par rapport au dividende déclaré l'an dernier.

Notre plan de conversion de nos supermarchés en Ontario à la bannière Metro se poursuit selon l'échéancier prévu avec 89 magasins sur 159, convertis au 10 avril 2009, et nous sommes satisfaits des résultats jusqu'à maintenant. Malgré la situation économique difficile, nous sommes confiants d'être bien positionnés pour poursuivre⁽²⁾ la croissance de la Société.



ERIC R. LA FLÈCHE
Président et chef de la direction
Le 23 avril 2009

RAPPORT DE *gestion*

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 14 mars 2009. Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent rapport intermédiaire ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 27 septembre 2008, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2008 de la Société. Certains chiffres comparatifs, dans le présent rapport intermédiaire, ont été retraités en raison de la nouvelle convention comptable sur les stocks que la Société a adoptée au cours du premier trimestre de 2009. Le présent rapport tient compte des informations en date du 10 avril 2009 à moins d'indication contraire. Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire terminée le 14 mars 2009 signées par le président et chef de la direction et le vice-président principal et chef de la direction financière de la Société, sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Nous avons utilisé, dans le présent rapport intermédiaire, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions «poursuivre», «ne devraient pas», «n'anticipons» et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2009.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Un ralentissement ou une récession économique et l'arrivée d'un nouveau concurrent sont des exemples de ceux décrits à la rubrique «Gestion des risques» du rapport annuel 2008 qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport intermédiaire et représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

⁽¹⁾ Consulter la section «Mesures non conformes aux PCGR»

⁽²⁾ Consulter la section «Informations prospectives»

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA) Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités à partir de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Nous avons réalisé, au deuxième trimestre de l'exercice 2009, un bénéfice net de 76,3 millions \$ comparativement à 54,0 millions \$ en 2008, soit une augmentation de 41,3 %, et un bénéfice net dilué par action de 0,68 \$ comparativement à 0,48 \$ l'an dernier, en hausse de 41,7 %. En excluant des charges non récurrentes de 1,3 million \$ avant impôts pour supporter la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2009 a été de 77,2 millions \$, en hausse de 43,0 % par rapport à celui de 2008.

CHIFFRE D'AFFAIRES Le chiffre d'affaires a augmenté de 7,5 % au deuxième trimestre de 2009 pour atteindre 2 549,7 millions \$ comparativement à 2 372,4 millions \$ l'an dernier. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2009 a augmenté de 8,3 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a augmenté de 7,3 %.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 5,6 % au cours des 24 semaines de 2009 pour atteindre 1 150,2 millions \$, comparativement à 4 879,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, l'augmentation a été de 6,5 %.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾ Le BAIIA⁽¹⁾ pour le deuxième trimestre de 2009 a été de 162,6 millions \$ comparativement à 130,1 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 25,0 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre représente un taux de 6,4 % du chiffre d'affaires comparativement à 5,5 % l'an dernier. En excluant les charges non récurrentes de conversion de bannières de 1,3 million \$ enregistrées en 2009, le pourcentage du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a été de 6,4 %.

Pour la période de 24 semaines de 2009, le BAIIA⁽¹⁾ a été de 332,8 millions \$, soit 6,5 % du chiffre d'affaires, comparativement à 272,3 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé ou 5,6 % du chiffre d'affaires. En excluant les charges de conversion de bannières de 5,8 millions \$ enregistrées au cours de la période de 24 semaines de 2009, le pourcentage du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires a été de 6,6 %.

Après avoir éprouvé des difficultés au cours des deux premiers trimestres de 2008, en raison d'une concurrence particulièrement intense en Ontario et des périodes d'apprentissage reliées à nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et au nouvel entrepôt dans notre division des Services alimentaires au Québec, nous avons effectué un redressement qui nous a permis de renouer avec la croissance de notre BAIIA⁽¹⁾ au cours des troisième et quatrième trimestres de 2008 ainsi qu'au cours des deux premiers trimestres de 2009. Ce redressement nous a permis d'améliorer particulièrement nos marges brutes.

Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons adopté, de façon rétrospective et en retraitant les états financiers des périodes antérieures, une nouvelle norme comptable publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), soit le chapitre 3031 « Stocks ». Cette nouvelle norme comptable a eu pour effet d'inclure des frais de manutention et de transformation au coût des stocks plutôt qu'aux charges d'exploitation. Le coût des marchandises vendues est, par conséquent, plus élevé que par le passé, les marges brutes plus faibles et les charges d'exploitation plus faibles également.

Dans un trimestre où la valeur des stocks du début est plus élevée que la valeur des stocks à la fin, comme c'est le cas à notre deuxième trimestre dû à la période des Fêtes, la diminution d'inventaire a pour effet de diminuer le BAIIA⁽¹⁾ d'un montant égal aux frais inclus dans la variation des inventaires qui font maintenant partie du coût des marchandises vendues et qui, auparavant, étaient inclus dans les charges d'exploitation du trimestre précédent. La diminution du BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2009 causée par l'adoption de cette nouvelle norme comptable a été similaire à la diminution appliquée au BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2008, suite au retraitements des états financiers des périodes antérieures.

Par contre, au cours de notre premier trimestre de 2009, où la valeur des stocks du début était moindre que celle de la fin du premier trimestre, l'effet a été inversé. Les variations d'inventaire des troisième et quatrième trimestres ne devraient⁽²⁾ pas être significatives et ne devraient⁽²⁾ donc pas avoir d'effet significatif sur le BAIIA⁽¹⁾. Cette nouvelle norme ne devrait⁽²⁾ pas avoir d'effet significatif sur les résultats de l'exercice complet.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 9,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2009 et de 20,5 millions \$ au cours de la période de 24 semaines de 2009, comparativement à 5,2 millions \$ et 10,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2008. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, nos BAIIA ajustés⁽¹⁾ du deuxième trimestre et de la période de 24 semaines de 2009 ont été respectivement de 154,5 millions \$ et 318,1 millions \$ ou 6,1 % et 6,2 % des chiffres d'affaires, comparativement à 124,9 millions \$ ou 5,3 % du chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre de 2008 et de 261,4 millions \$ ou 5,4 % du chiffre d'affaires pour la période de 24 semaines de 2008.

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

	12 semaines/Exercices financiers					
	2009			2008		
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	162,6	2 549,7	6,4	130,1	2 372,4	5,5
Charges de conversion de bannières	1,3	—		—	—	
BAIIA ajusté	163,9	2 549,7	6,4	130,1	2 372,4	5,5
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(9,4)	—		(5,2)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	154,5	2 549,7	6,1	124,9	2 372,4	5,3

	24 semaines/Exercices financiers					
	2009			2008		
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	332,8	5 150,2	6,5	272,3	4 879,2	5,6
Charges de conversion de bannières	5,8	—		—	—	
BAIIA ajusté	338,6	5 150,2	6,6	272,3	4 879,2	5,6
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(20,5)	—		(10,9)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	318,1	5 150,2	6,2	261,4	4 879,2	5,4

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS Les dépenses d'amortissement pour le deuxième trimestre et les 24 semaines de 2009 ont été respectivement de 42,6 millions \$ et de 84,2 millions \$, comparativement à 39,6 millions \$ et 79,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les frais financiers ont été de 10,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2009 et de 14,5 millions \$ au trimestre correspondant de l'an dernier. Pour les 24 semaines de 2009, les frais financiers ont été de 23,3 millions \$, comparativement à 28,5 millions \$ pour la période correspondante de l'an dernier. Le taux de financement moyen a été de 4,8 % pour la période de 24 semaines de 2009, comparativement à 5,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES Les charges d'impôts ont été de 32,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2009 et de 67,9 millions \$ pour les 24 semaines de 2009 avec un taux d'imposition de 30,1 % pour les deux périodes. Pour le deuxième trimestre de 2008 et les 24 semaines de 2008, les charges d'impôts ont été respectivement de 22,5 millions \$ et de 38,2 millions \$ avec des taux d'imposition de 29,6 % et 23,3 % respectivement. Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons bénéficié d'une réduction de notre charge d'impôts de 11,4 millions \$. En excluant cette réduction, notre taux effectif pour la période de 24 semaines de 2008 a été de 30,2 %.

BÉNÉFICE NET Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2009 a été de 76,3 millions \$, comparativement à 54,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 41,3 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,68 \$ par rapport à 0,48 \$ l'an passé, en hausse de 41,7 %. En excluant les charges non récurrentes de 1,3 million \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2009 pour supporter la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro, notre bénéfice net ajusté⁽¹⁾ a été de 77,2 millions \$, en hausse de 43,0 % par rapport à celui de 2008.

La variation des inventaires entre ceux du début du deuxième trimestre et ceux de la fin de ce trimestre et l'application de la nouvelle norme comptable de l'ICCA, soit le chapitre 3031 « Stocks », ont eu pour effet de réduire le BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2009 et celui de 2008. Cette réduction s'est traduite par une baisse du bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2009 et de 2008 de 0,03 \$.

Le bénéfice net pour les 24 semaines de 2009 a été de 157,4 millions \$, comparativement à 127,8 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 23,2 %. En excluant la réduction de la charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges de conversion de bannières de 5,8 millions \$ avant impôts de 2009, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour les 24 semaines de 2009 a été de 161,3 millions \$, et de 116,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008, soit une hausse de 38,6 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 1,44 \$, comparativement à 1,02 \$ l'an passé, soit une hausse de 41,2 %.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Ajustements au bénéfice net

	2009		12 semaines/Exercices financiers 2008		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
	Bénéfice net	76,3	0,68	54,0	0,48	41,3
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	0,9	—	—	—		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	77,2	0,68	54,0	0,48	43,0	41,7

	2009		24 semaines/Exercices financiers 2008		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
	Bénéfice net	157,4	1,41	127,8	1,12	23,2
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	3,9	0,03	—	—		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(11,4)	(0,10)		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	161,3	1,44	116,4	1,02	38,6	41,2

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars,
sauf indication contraire)

	2009	2008	2007	Variation (%)
Chiffre d'affaires				
2 ^e trim.	2 549,7	2 372,4	—	7,5
1 ^{er} trim.	2 600,5	2 506,8	—	3,7
4 ^e trim.	—	2 476,0	2 432,4	1,8
3 ^e trim.	—	3 370,0	3 341,0	0,9
Bénéfice net				
2 ^e trim.	76,3	54,0	—	41,3
1 ^{er} trim.	81,1	73,8	—	9,9
4 ^e trim.	—	72,5	58,4	24,1
3 ^e trim.	—	91,9	89,6	2,6
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾				
2 ^e trim.	77,2	54,0	—	43,0
1 ^{er} trim.	84,1	62,4	—	34,8
4 ^e trim.	—	72,5	67,6	7,2
3 ^e trim.	—	91,9	91,4	0,5
Bénéfice net dilué par action (en dollars)				
2 ^e trim.	0,68	0,48	—	41,7
1 ^{er} trim.	0,73	0,64	—	14,1
4 ^e trim.	—	0,65	0,50	30,0
3 ^e trim.	—	0,81	0,77	5,2
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ (en dollars)				
2 ^e trim.	0,68	0,48	—	41,7
1 ^{er} trim.	0,76	0,54	—	40,7
4 ^e trim.	—	0,65	0,58	12,1
3 ^e trim.	—	0,81	0,78	3,8

Les chiffres d'affaires des premier et deuxième trimestres de 2009 ont augmenté respectivement de 3,7 % et de 7,5 % par rapport à ceux correspondants de 2008. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2009 a augmenté de 4,7 % et celui du deuxième trimestre de 8,3 %.

Les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2008 par rapport aux trimestres correspondants de 2007 ont été affectés par une concurrence accrue en Ontario et par la baisse des ventes de produits de tabac. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2008 ont augmenté de 1,5 % et de 2,1 % respectivement par rapport à ceux de 2007.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2009 par rapport à ceux de 2008 sont en hausse de 9,9 % et de 14,1 % respectivement. En excluant les charges de 4,5 millions \$ avant impôts enregistrées au premier trimestre de 2009 ainsi qu'une réduction de notre charge d'impôts de 11,4 millions \$ dont nous avons bénéficié au premier trimestre de 2008 suite à des réductions futures du taux d'imposition fédéral, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du premier trimestre de 2009 ont augmenté de 34,8 % et de 40,7 % respectivement.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2009 ont augmenté de 41,3 % et de 41,7 % respectivement par rapport à ceux de 2008. En excluant les charges non récurrentes de 1,3 million \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2009, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2009 a augmenté de 43,0 %.

Les difficultés rencontrées au cours des deux premiers trimestres de 2008, liées à un environnement concurrentiel plus intense en Ontario ainsi qu'à des périodes d'apprentissage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec, ont été corrigées au cours des troisième et quatrième trimestres de 2008.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2008 ont été en hausse de 2,6 % et de 5,2 % par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts ainsi que la réduction de la charge d'impôts de 1,8 million \$ suite à l'annonce d'une baisse future du taux d'impôt fédéral enregistrées au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2008 ont été en hausse de 0,5 % et de 3,8 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2007. Le redressement effectué après les difficultés rencontrées au cours des deux premiers trimestres de 2008 a contribué à la croissance de nos bénéfices.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2008 ont été en hausse de 24,1 % et de 30,0 % par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 14,1 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2007, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2008 ont été en hausse de 7,2 % et de 12,1 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007. La reprise de la croissance de notre bénéfice net enregistrée au troisième trimestre de 2008 s'est poursuivie au quatrième trimestre.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

(en millions de dollars)	2009		2008				2007	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Bénéfice net	81,1	76,3	73,8	54,0	91,9	72,5	89,6	58,4
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	—	—	—	—	3,6	9,2
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	3,0	0,9	—	—	—	—	—	—
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(11,4)	—	—	—	(1,8)	—
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	84,1	77,2	62,4	54,0	91,9	72,5	91,4	67,6

(en dollars et par action)	2009		2008				2007	
	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Bénéfice net dilué	0,73	0,68	0,64	0,48	0,81	0,65	0,77	0,50
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	—	—	—	—	0,01	0,08
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	0,03	—	—	—	—	—	—	—
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(0,10)	—	—	—	—	—
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,76	0,68	0,54	0,48	0,81	0,65	0,78	0,58

SITUATION DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 123,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2009 et de 174,1 millions \$ pour les 24 semaines de 2009, comparativement à 108,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2008 et à 121,5 millions \$ pour la période de 24 semaines de 2008. L'augmentation des flux générés au deuxième trimestre de 2009 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2008 s'explique principalement par l'augmentation du bénéfice net et la variation nette des éléments hors caisse. L'augmentation des flux monétaires générés au cours de la période de 24 semaines de 2009 par rapport à ceux de la période de 24 semaines de 2008 s'explique principalement par l'augmentation du bénéfice net et une variation des impôts futurs.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 35,2 millions \$ au deuxième trimestre de 2009 et de 90,3 millions \$ pour les 24 semaines de 2009, comparativement à 21,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et à 76,3 millions \$ pour les 24 semaines de 2008. Ces augmentations d'utilisation de fonds proviennent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles plus importantes.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

Nous avons investi avec les détaillants 153,8 millions \$ au cours des 24 semaines de 2009 résultant en une augmentation brute de 264 000 pieds carrés de notre réseau de détail et en une augmentation nette de 105 000 pieds carrés ou 0,6 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de six nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 14 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Les activités de financement ont nécessité des fonds de 21,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2009 et de 26,9 millions \$ pour les 24 semaines de 2009, comparativement à une utilisation de fonds de 49,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2008 et de 79,9 millions \$ pour les 24 semaines de 2008. Les diminutions de fonds utilisés pour les activités de financement entre les périodes de 2009 et celles de 2008 s'expliquent principalement par des émissions d'actions plus élevées en 2009 pour 18,8 millions \$ au deuxième trimestre et pour 36,2 millions \$ au cours de la période de 24 semaines de 2009, comparativement à 0,9 million \$ et à 1,9 million \$ pour les périodes correspondantes de 2008, et également par des rachats d'actions subalternes catégorie A moins élevés pour la période de 24 semaines de 2009 par rapport à celle de 2008.

SITUATION FINANCIÈRE

Malgré la crise des marchés financiers, nous n'anticipons⁽¹⁾ aucun risque de liquidité et considérons notre situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2009 comme étant très saine. Nous avons un total de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 208,6 millions \$ et une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$. Notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 31,3 %.

Nos principales dettes à long terme à la fin du deuxième trimestre se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions de dollars)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets de Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets de Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Nous avons également à la fin du trimestre des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 100,0 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables par des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixes	Montant nominal (en millions de dollars)	Échéance
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin du trimestre l'équivalent de 700,0 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,482 % à 5,97 % et 269,3 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

RATIOS FINANCIERS

	Au 14 mars 2009	Au 27 septembre 2008
Structure financière		
Dettes à long terme (en millions de dollars)	1 006,4	1 005,0
Avoir des actionnaires (en millions de dollars)	2 205,3	2 068,3
Dettes à long terme/capital total (%)	31,3	32,7
	Exercice 2009 (24 semaines)	Exercice 2008 (24 semaines)
Résultats		
BAlIA ⁽¹⁾ /Frais financiers (fois)	14,3	9,6

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 14 mars 2009	Au 27 septembre 2008
Nombre d'actions subalternes catégorie A		
en circulation (en milliers)	110 708	109 806
Nombre d'actions catégorie B en circulation (en milliers)		
	739	750
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation (en milliers)	1 874	3 534
Prix d'exercice (en dollars)	17,23 à 39,17	17,01 à 39,17
Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	25,78	23,63
Unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation (en milliers)	293	210
Échéance moyenne pondérée (en mois)	18	18

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 5 septembre 2008 et le 4 septembre 2009, jusqu'à concurrence de 6 millions de ses actions subalternes catégorie A. Depuis le 5 septembre 2008, la Société a racheté 1 481 500 actions à un prix moyen de 31,12 \$ pour une considération totale de 46,1 millions \$. Avec ce programme de rachat d'actions, nous nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pouvons décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR »

DIVIDENDES Le 22 avril 2009, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,1375 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 9 juin 2009, soit une hausse de 10,0 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente plus de 20 % du bénéfice net de 2008.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES La valeur de l'action de METRO INC. s'est maintenue dans une fourchette de 27,38 \$ à 40,00 \$ au cours des deux premiers trimestres de 2009. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 63,3 millions d'actions. Le cours de clôture du vendredi 10 avril 2009 était de 38,35 \$ comparativement à 31,77 \$ à la fin de l'exercice 2008.

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

ADOPTÉES EN 2009

STOCKS Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons adopté le chapitre 3031 « Stocks ». Selon cette nouvelle norme, les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et l'utilisation de la méthode du prix de détail est permise lorsqu'elle donne des résultats proches du coût. De plus, tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent doivent être inclus dans le coût des stocks. Les autres coûts doivent être comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Nous évaluons nos stocks de grossiste au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties reçues de fournisseurs, et de la valeur nette de réalisation. Nos stocks des magasins sont évalués selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Suite à l'adoption du nouveau chapitre, nous avons ajouté certains coûts à nos stocks, tels que des coûts de réception et de mise en tablette ainsi que des coûts pour les produits transformés en magasin. Les coûts d'entreposage sont comptabilisés à titre de charges d'exploitation.

Le nouveau chapitre 3031 a été appliqué de façon rétrospective et en retraitant les états financiers des périodes antérieures.

Les ajustements apportés sont décrits à la note 2 des états financiers consolidés inclus dans le présent rapport intermédiaire.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons adopté le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Le nouveau chapitre confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation. En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons adopté le CPN-173 «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers». Selon cette nouvelle norme, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

RÉCEMMENT PUBLIÉE

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de conversion des PCGR aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la Société, la date de conversion aux IFRS sera le premier jour de l'exercice 2012, soit le 25 septembre 2011.

Afin de réaliser la conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS, nous avons mis sur pied une structure de projet. Une équipe de travail multidisciplinaire analyse, recommande les choix de conventions comptables et implante chacune des normes IFRS. Un comité directeur, formé de membres de la haute direction, approuve les choix de conventions comptables et s'assure que les ajustements sont faits, entre autres, aux technologies de l'information, aux contrats et au contrôle interne. Les vérificateurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Le comité de vérification de la Société veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS.

Nous avons également élaboré un plan de travail dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après :

Phase 1: Analyse préliminaire et diagnostic

Activités	Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements au niveau de la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir. Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis au niveau de leur implantation.
Échéance	Fin de notre exercice 2008.
État d'avancement	Terminé

Phase 2: Analyse des normes

Activités	<p>Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS.</p> <p>Choix des conventions comptables que la Société appliquera de façon continue.</p> <p>Choix par la Société des allègements offerts par IFRS 1 à la date de transition.</p> <p>Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés.</p> <p>Analyse des informations à fournir.</p> <p>Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes.</p> <p>Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- technologies de l'information;- contrôle interne à l'égard de l'information financière;- contrôles et procédures de communication de l'information;- contrats;- rémunération;- fiscalité;- formation.
-----------	---

Échéance	<p>Nous avons préparé un échéancier détaillé qui répartit l'analyse de la majorité des normes jusqu'à la fin septembre 2010. Nous les avons priorisées en tenant compte de leur classement au moment du diagnostic, du temps requis pour compléter le travail d'analyse et de mise en place, des disponibilités des membres de l'équipe de travail ainsi que des dates prévues pour la publication des documents de discussion, exposés-sondages et nouvelles normes de l'International Accounting Standard Board (IASB).</p>
----------	---

État d'avancement	<p>Au cours du deuxième trimestre de notre exercice 2009, nous avons débuté l'analyse de huit normes sur un total d'environ 50 normes et interprétations IFRS qui auront un impact pour notre Société.</p>
-------------------	--

Phase 3: Mise en application

Activités	<p>Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition.</p> <p>Compilation des données financières comparatives.</p> <p>Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir.</p> <p>Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir.</p> <p>Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.</p>
-----------	--

Échéances	<p>À la fin de notre exercice 2011, notre bilan d'ouverture, nos données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés.</p> <p>Au cours de notre exercice 2012, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.</p>
-----------	--

État d'avancement	<p>Non débuté.</p>
-------------------	--------------------

Tout au long de notre projet de conversion aux IFRS, nous divulguerons l'état d'avancement de notre plan de travail. De plus, nous expliquerons les principales différences entre nos conventions comptables actuelles et celles que nous appliquerons selon les IFRS (sous forme narrative et quantitative) ainsi que les choix que nous ferons à l'égard des allègements offerts par l'IFRS 1 à la date de transition.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le gouvernement du Québec a complété, le 17 mars 2009, une étape de son processus d'approbation de son budget 2007-2008 pour réduire le taux d'imposition applicable au revenu de placement de 16,25 % à 11,9 %, soit à un taux d'imposition égal à celui du revenu d'entreprise. Cette baisse de taux réduira, au cours du troisième trimestre de 2009, nos passifs d'impôts futurs d'un montant de 2,7 millions \$ et nos charges d'impôts du même montant.

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé, le 26 mars 2009 lors de son discours budgétaire 2009, des baisses futures successives du taux d'imposition des sociétés de 14 % à 10 % entre le 1^{er} juillet 2010 et le 1^{er} juillet 2013. Lorsque certaines étapes du processus d'approbation du budget de l'Ontario seront franchies, nous réduirons nos passifs d'impôts futurs et nos charges d'impôts d'un même montant. Ce montant sera de 7,2 millions \$, si ces étapes sont terminées avant la fin de notre exercice 2009.

Le 22 avril, Robert Sawyer a été nommé vice-président exécutif et chef de l'exploitation de la Société. Au cours de sa carrière de trente ans chez METRO, Robert a occupé plusieurs postes d'importance dont celui de vice-président principal de la division du Québec et plus récemment, celui de vice-président principal de la division de l'Ontario, où il a redressé la performance de celle-ci. Il sera désormais responsable de l'ensemble des opérations alimentaires de la Société et continuera d'apporter une importante contribution à notre succès.

PERSPECTIVES

Nous sommes très satisfaits des résultats obtenus au cours du deuxième trimestre de 2009. La forte croissance de notre bénéfice net et de notre chiffre d'affaires est le résultat des efforts de toutes nos équipes qui ont su mettre en place des programmes de mise en marché bien ciblés et améliorer l'efficacité de nos opérations. Notre plan de conversion de nos supermarchés en Ontario à la bannière Metro se poursuit selon l'échéancier prévu avec 89 magasins sur 159, convertis au 10 avril 2009, et nous sommes satisfaits des résultats jusqu'à maintenant. Malgré la situation économique difficile, nous sommes confiants d'être bien positionnés pour poursuivre⁽¹⁾ la croissance de la Société.

Montréal, le 23 avril 2009

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

ÉTATS CONSOLIDÉS DES *résultats*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008 <i>(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)</i>	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2009	2008 <i>(Retraité - note 2)</i>	2009	2008 <i>(Retraité - note 2)</i>
Chiffre d'affaires	2 549,7 \$	2 372,4 \$	5 150,2 \$	4 879,2 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation <i>(note 8)</i>	(2 395,2)	(2 247,5)	(4 832,1)	(4 617,8)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	9,4	5,2	20,5	10,9
Charges de conversion de bannières <i>(note 3)</i>	(1,3)	—	(5,8)	—
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement	162,6	130,1	332,8	272,3
Amortissement	(42,6)	(39,6)	(84,2)	(79,7)
Bénéfice d'exploitation	120,0	90,5	248,6	192,6
Frais financiers, nets <i>(note 5)</i>	(10,8)	(14,5)	(23,3)	(28,5)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	109,2	76,0	225,3	164,1
Impôts sur les bénéfices <i>(note 6)</i>	(32,9)	(22,5)	(67,9)	(38,2)
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	76,3	53,5	157,4	125,9
Part des actionnaires sans contrôle	—	0,5	—	1,9
Bénéfice net	76,3 \$	54,0 \$	157,4 \$	127,8 \$
Bénéfice net par action <i>(en dollars) (note 7)</i>				
De base	0,69	0,48	1,42	1,13
Dilué	0,68	0,48	1,41	1,12

Voir les notes afférentes

BILANS *consolidés*

	Au 14 mars 2009	Au 27 septembre 2008
<i>(non vérifiés) (en millions de dollars)</i>		
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	208,6 \$	151,7 \$
Débiteurs	325,0	309,7
Stocks (note 8)	654,2	641,6
Charges payées d'avance	11,9	7,6
Impôts sur les bénéfices à recevoir	5,4	25,0
Impôts futurs	32,1	38,4
	1 237,2	1 174,0
Placements et autres actifs	188,0	169,1
Immobilisations corporelles	1 241,6	1 231,9
Actifs incorporels	323,5	328,6
Écarts d'acquisition	1 478,6	1 478,6
Impôts futurs	2,7	2,7
Actifs au titre des prestations constituées	48,9	40,7
	4 520,5 \$	4 425,6 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	1,1 \$	0,9 \$
Créditeurs	1 034,3	1 062,7
Impôts sur les bénéfices à payer	34,9	50,9
Impôts futurs	6,0	6,0
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	4,9	6,3
	1 081,2	1 126,8
Dette à long terme	1 006,4	1 005,0
Passifs au titre des prestations constituées	50,2	50,7
Impôts futurs	145,2	140,8
Autres éléments de passif à long terme	32,2	34,0
	2 315,2	2 357,3
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 9)	730,0	697,6
Surplus d'apport	2,1	4,9
Bénéfices non répartis	1 476,4	1 366,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 10)	(3,2)	(1,0)
	2 205,3	2 068,3
	4 520,5 \$	4 425,6 \$

Voir les notes afférentes

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX *de trésorerie*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008 (non vérifiés) (en millions de dollars)	12 semaines Exercices financiers 2009		24 semaines Exercices financiers 2009	
		2008 (Retraité – note 2)		2008 (Retraité – note 2)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	76,3 \$	54,0 \$	157,4 \$	127,8 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(9,4)	(5,2)	(20,5)	(10,9)
Amortissement	42,6	39,6	84,2	79,7
Amortissement des frais de financement reportés	0,5	0,5	1,0	1,0
Gain sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(0,6)	(0,9)	(0,6)	(1,2)
Gain sur cession de placements	—	(0,6)	—	(0,6)
Revenus d'intérêts sur placements	(0,2)	—	(0,2)	—
Impôts futurs	5,8	2,0	11,6	(8,0)
Charge relative à la rémunération à base d'actions	1,0	0,9	2,1	1,5
Excédent des montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs sur les charges de la période	(2,2)	(2,7)	(8,7)	(4,2)
Part des actionnaires sans contrôle	—	(0,5)	—	(1,9)
	113,8	87,1	226,3	183,2
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	9,5	21,4	(52,2)	(61,7)
	123,3	108,5	174,1	121,5
Activités d'investissement				
Variation nette de placements et autres actifs	(2,5)	2,7	(2,7)	1,0
Dividendes d'une société satellite publique	0,8	0,8	1,5	1,5
Acquisition d'immobilisations corporelles	(37,0)	(19,9)	(89,1)	(63,9)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	11,1	6,1	11,8	6,4
Acquisition d'actifs incorporels	(7,6)	(11,0)	(11,8)	(21,3)
	(35,2)	(21,3)	(90,3)	(76,3)
Activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	(2,1)	(24,6)	0,2	0,1
Émission d'actions (note 9)	18,8	0,9	36,2	1,9
Rachat d'actions (note 9)	(13,8)	(10,4)	(23,1)	(51,3)
Acquisition d'actions autodétenues (note 9)	(4,3)	(0,9)	(4,3)	(0,9)
Augmentation de la dette à long terme	1,1	0,3	3,8	1,1
Remboursement de la dette à long terme	(3,4)	(1,3)	(5,7)	(3,0)
Variation nette des autres éléments				
de passif à long terme	(2,6)	1,1	(4,9)	(0,5)
Dividendes versés	(15,3)	(14,1)	(29,1)	(27,3)
	(21,6)	(49,0)	(26,9)	(79,9)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	66,5	38,2	56,9	(34,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	142,1	27,6	151,7	100,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	208,6 \$	65,8 \$	208,6 \$	65,8 \$
Information supplémentaire				
Intérêt payé	1,0	6,8	23,3	30,4
Impôts sur les bénéfices payés	29,2	20,7	52,9	62,8

Voir les notes afférentes

2^E T R I M E S T R E 2 0 0 9

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES *non répartis*

PÉRIODES DE 24 SEMAINES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008 <i>(non vérifiés) (en millions de dollars)</i>	Exercices financiers	
	2009	2008 <i>(Retraité – note 2)</i>
Solde au début de la période	1 359,6 \$	1 214,3 \$
Ajustement dû à une nouvelle convention comptable sur les stocks <i>(note 2)</i>	7,2	7,7
Solde redressé	1 366,8	1 222,0
Bénéfice net	157,4	127,8
Dividendes	(29,1)	(27,3)
Prime sur rachat d'actions	(18,7)	(39,0)
Solde à la fin de la période	1 476,4 \$	1 283,5 \$

Voir les notes afférentes

2^E T R I M E S T R E 2 0 0 9

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT *étendu*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008 <i>(non vérifiés) (en millions de dollars)</i>	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2009	2008 <i>(Retraité – note 2)</i>	2009	2008 <i>(Retraité – note 2)</i>
Bénéfice net	76,3 \$	54,0 \$	157,4 \$	127,8 \$
Autres éléments du résultat étendu <i>(note 10)</i>				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(0,4)	(2,8)	(3,1)	(3,6)
Impôt correspondant	0,1	0,9	0,9	1,2
Résultat étendu	76,0 \$	52,1 \$	155,2 \$	125,4 \$

Voir les notes afférentes

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

1 MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 27 septembre 2008, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2 NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ADOPTÉES EN 2009

STOCKS Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031 « Stocks ». Selon cette nouvelle norme, les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et l'utilisation de la méthode du prix de détail est permise lorsqu'elle donne des résultats proches du coût. De plus, tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent doivent être inclus dans le coût des stocks. Les autres coûts doivent être comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

La Société évalue ses stocks de grossiste au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties reçues de fournisseurs, et de la valeur nette de réalisation. Ses stocks des magasins sont évalués selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Suite à l'adoption du nouveau chapitre, la Société a ajouté certains coûts à ses stocks, tels que des coûts de réception et de mise en tablette ainsi que des coûts pour les produits transformés en magasin. Les coûts d'entreposage sont comptabilisés à titre de charges d'exploitation.

Le nouveau chapitre 3031 a été appliqué de façon rétrospective et en retraitant les états financiers des périodes antérieures.

La Société a enregistré les ajustements suivants pour son exercice 2009:

Éléments du bilan

<i>Augmentation ou (diminution)</i>	Solde au début 28 septembre 2008
Stocks	26,0
Écarts d'acquisition	(11,5)
Passif d'impôts futurs à long terme	7,3
Bénéfices non répartis	7,2

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

La Société a enregistré les ajustements suivants pour son deuxième trimestre de 2008:

Éléments du bilan	Solde au début	Solde à la fin
	30 septembre 2007	15 mars 2008
<i>Augmentation ou (diminution)</i>		
Stocks	26,8	26,8
Écarts d'acquisition	(11,5)	(11,5)
Passif d'impôts futurs à long terme	7,6	7,6
Bénéfices non répartis	7,7	7,7
Éléments des résultats		
	Période de 12 semaines terminée le 15 mars 2008	
<i>Augmentation ou (diminution)</i>		
Coûts des marchandises vendues et charges d'exploitation		5,7
Impôts sur les bénéfices		(1,6)
Bénéfice net		(4,1)
Bénéfice net par action de base (en dollars)		(0,04)
Bénéfice net dilué par action (en dollars)		(0,03)

Les ajustements sur les résultats de la période de 24 semaines terminée le 15 mars 2008 sont négligeables.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels». Le nouveau chapitre confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation. En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels». L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Société a adopté le CPN-173 «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers». Selon cette nouvelle norme, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

3 CHARGES DE CONVERSION DE BANNIÈRES

Le 7 août 2008, la Société a annoncé un plan de conversion des cinq bannières de ses 159 supermarchés en Ontario à la bannière Metro d'ici décembre 2009. De plus, la Société a annoncé qu'une somme d'environ 25 \$ serait encourue pour soutenir cette conversion, dont la majorité a déjà été enregistrée dans le plan d'intégration de A&P Canada.

Les charges de conversion de bannières de 5,8 \$ pour les 24 semaines de 2009, dont 1,3 \$ ont été encourues au deuxième trimestre, constituent une partie des frais non enregistrés au plan d'intégration de A&P Canada. D'autres frais seront encourus au cours des prochains trimestres et seront passés en charges.

4 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit:

	12 semaines Exercices financiers				24 semaines Exercices financiers			
	2009		2008		2009		2008	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	6,2 \$	0,2 \$	5,9 \$	0,1 \$	12,8 \$	0,3 \$	12,0 \$	0,2 \$
Régimes à prestations déterminées								
Coût des services rendus au cours de la période	4,7	0,3	5,2	0,3	9,6	0,6	10,5	0,7
Intérêts débiteurs	7,8	0,5	7,0	0,5	15,5	0,9	14,1	0,9
Rendement prévu des actifs des régimes	(9,2)	—	(9,7)	—	(18,3)	—	(19,5)	—
Amortissement des pertes (gains) actuariels et du coût des services passés	0,4	(0,1)	0,4	—	0,7	(0,1)	0,7	—
	3,7	0,7	2,9	0,8	7,5	1,4	5,8	1,6
	9,9 \$	0,9 \$	8,8 \$	0,9 \$	20,3 \$	1,7 \$	17,8 \$	1,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

5 FRAIS FINANCIERS, NETS

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2009	2008	2009	2008
Intérêts à court terme	0,3 \$	1,0 \$	0,9 \$	2,0 \$
Intérêts à long terme	10,7	13,9	22,8	28,1
Amortissement des frais de financement reportés	0,5	0,5	1,0	1,0
Revenus d'intérêts	(0,7)	(0,9)	(1,4)	(2,6)
	10,8 \$	14,5 \$	23,3 \$	28,5 \$

6 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit:

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2009	2008 (Retraité – note 2)	2009	2008 (Retraité – note 2)
(en pourcentage)				
Taux combiné prévu par la loi	31,2	31,2	31,3	31,4
Variations				
Effet de la baisse de 3,5 % du taux fédéral sur les impôts futurs (11,4 \$ en 2008)	—	—	—	(6,9)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,4)	(1,0)	(1,5)	(1,1)
Autres	0,3	(0,6)	0,3	(0,1)
	30,1	29,6	30,1	23,3

7 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant:

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2009	2008	2009	2008
(en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation —				
De base	111,2	113,0	110,9	113,5
Effet de dilution en vertu du régime d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	0,9	0,6	0,9	0,9
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation —				
Dilué	112,1	113,6	111,8	114,4

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

8 STOCKS

Les stocks se détaillaient comme suit:

	Au 14 mars 2009	Au 27 septembre 2008 (Retraité – note 2)
Stocks de grossiste	291,2 \$	293,7 \$
Stocks de magasins	363,0	347,9
	654,2 \$	641,6 \$

Le coût des stocks comptabilisé en charges était de 2 101,9 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 14 mars 2009 (1 972,4 \$ en 2008) et de 4 241,8 \$ pour les 24 semaines de 2009 (4 059,2 \$ en 2008).

9 CAPITAL-ACTIONS EN CIRCULATION

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 27 septembre 2008	109 806	696,1 \$	750	1,5 \$	697,6 \$
Émission d'actions contre espèces — exercice d'options	1 692	36,2	—	—	36,2
Transfert du surplus d'apport — exercice d'options	—	1,3	—	—	1,3
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 18,7 \$	(686)	(4,4)	—	—	(4,4)
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	11	—	(11)	—	—
Acquisition d'actions autodétenues excluant une prime de 3,6 \$	(115)	(0,7)	—	—	(0,7)
Solde au 14 mars 2009	110 708	728,5 \$	739	1,5 \$	730,0 \$

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTION Au 14 mars 2009, 1 874 060 options d'achat d'actions étaient en circulation à des prix de levée variant de 17,23 \$ à 39,17 \$, échéant jusqu'en 2015, dont 594 680 options d'achat d'actions pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 25,21 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les attributions d'options d'achat d'actions se résumaient comme suit :

	24 semaines Exercices financiers	
	2009	2008
Options d'achat d'actions attribuées au cours de la période (en unités)	10 000	53 800
Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	33,60	28,09
Juste valeur moyenne pondérée (en dollars)	7,58	7,54

Aucune option d'achat d'actions n'a été attribuée au cours des périodes de 12 semaines terminées les 14 mars 2009 et 15 mars 2008.

Au cours de la période de 24 semaines terminée le 14 mars 2009, la juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de la période a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes: taux d'intérêt sans risque de 2,8 % (3,8 % en 2008), durée prévue de six ans (six ans en 2008), volatilité prévue de 22,0 % (25,0 % en 2008), taux de dividende prévu de 1,4 % (1,5 % en 2008).

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,5 \$ pour la période de 12 semaines terminée le 14 mars 2009 (0,4 \$ en 2008) et à 1,0 \$ pour les 24 semaines de 2009 (0,7 \$ en 2008).

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT Au 14 mars 2009, 293 174 unités d'actions au rendement (UAR) étaient en circulation. Au cours du deuxième trimestre de 2009, 82 702 UAR ont été attribuées (80 694 en 2008) et aucune UAR n'a été annulée (1 778 en 2008). Pour les 24 semaines de l'exercice 2009, 82 702 UAR ont été attribuées (108 441 en 2008) et aucune UAR n'a été annulée (6 912 en 2008).

Au 14 mars 2009, 309 000 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (194 000 au 27 septembre 2008). Au cours du deuxième trimestre, 115 000 actions ont été acquises (40 000 en 2008) pour une considération totale de 4,3 \$ (0,9 \$ en 2008).

Relativement au régime d'UAR, une charge de rémunération de 0,5 \$ et de 1,1 \$ respectivement a été comptabilisée au cours de la période de 12 semaines terminée le 14 mars 2009 et des 24 semaines de l'exercice 2009 (0,5 \$ et 0,8 \$ en 2008).

NOTES AFFÉRENTES AUX *états financiers consolidés intermédiaires*

PÉRIODES TERMINÉES LES 14 MARS 2009 ET 15 MARS 2008

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

10 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de la période de 24 semaines se détaillaient comme suit:

	Exercices financiers	
	2009	2008
Solde au début de la période	(1,0) \$	1,2 \$
Variation de la juste valeur des dérivés désignés nette des impôts de 0,9 \$ (1,2 \$ en 2008)	(2,2)	(2,4)
Solde à la fin de la période	(3,2) \$	(1,2) \$

INFORMATIONS

Service des relations avec les investisseurs de METRO INC. :

Téléphone: 514 643-1055

Courriel: finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: www.metro.ca